

**Assemblée générale Conseil de sécurité**Distr.
GENERALE

A/46/591 ✓

S/23159

23 octobre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-sixième session

Points 74 et 123 de l'ordre du jour

ETUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION

DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA

PAIX SOUS TOUS LEURS ASPECTS

ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES

DU FINANCEMENT DES OPERATIONS DE

MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-sixième année

Lettre datée du 23 octobre 1991, adressée au Secrétaire
général par les représentants du Danemark, de la Finlande,
de l'Islande, de la Norvège et de la Suède auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport intitulé
"L'édification de la paix : l'Organisation des Nations Unies dans les
années 90", qui contient des propositions formulées par les cinq gouvernements
des pays nordiques aux fins d'un plus ample examen au sein de l'Organisation
(voir l'annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 74 et 123 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Danemark
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Bent HAAKONSEN

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Finlande
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Wilhelm BREITENSTEIN

Le Représentant permanent par
intérim de l'Islande auprès de
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Helgi GISLASON

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
Norvège auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Martin HUSLID

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Suède
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Jan ELIASSON

ANNEXE

L'édification de la paix : l'Organisation des Nations Unies
dans les années 90

La fin de la guerre froide a fourni une occasion sans précédent de renforcer l'Organisation des Nations Unies. Dans le nouveau climat international de coopération, le Conseil de sécurité a commencé à assumer plus efficacement sa responsabilité primordiale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les conditions politiques voulues semblent maintenant exister pour que l'Organisation des Nations Unies puisse véritablement se montrer à la hauteur des buts et des principes de la Charte.

La paix et la sécurité durables ne sauraient être mieux assurées que lorsque sont en place les conditions économiques, sociales et environnementales voulues et que règnent partout la démocratie et le respect des droits de l'homme. Les pays nordiques ont présenté leurs vues sur l'instauration de la paix au sein de nombreux organismes des Nations Unies.

Dans le texte qui suit, les pays nordiques mettront l'accent sur certains aspects du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du rétablissement et du maintien de la paix. Les propositions présentées ci-après peuvent être considérées à la lumière du rapport sur le renforcement de l'Organisation des Nations Unies que les pays nordiques ont présenté en 1983 (A/38/271-S/15830, annexe), ainsi que des communications qu'ils ont faites ultérieurement, en particulier au Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

Il incombe aux Etats Membres de faire pleinement usage du mécanisme existant des Nations Unies pour le rétablissement et le maintien de la paix, et de l'adapter lorsque cela est nécessaire pour assurer un appui efficace au Conseil de sécurité et au Secrétaire général dans l'exercice de leurs tâches respectives.

L'expérience récente a démontré le rôle crucial que joue l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des conflits régionaux et dans l'action coercitive internationale. Cette expérience peut également fournir des orientations utiles sur la manière de faire de l'Organisation un instrument encore plus efficace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier dans le domaine de la prévention des conflits.

Le moment devrait être maintenant venu pour que certaines des idées qui reviennent périodiquement dans le débat international se transforment en propositions concrètes ayant trait aux éléments possibles d'une démarche intégrée des Nations Unies concernant le rétablissement et le maintien de la paix ainsi que l'action coercitive en tant que moyen de dernier recours.

De l'avis des gouvernements des pays nordiques, les propositions suivantes méritent d'être développées aux fins d'une prompte mise en oeuvre :

a) Le Conseil de sécurité devrait envisager de procéder par anticipation à des discussions consacrées aux conflits potentiels et aux mesures préventives possibles;

b) Le Secrétaire général devrait être doté des ressources nécessaires pour lui permettre d'attirer l'attention du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 99 de la Charte des Nations Unies, sur les situations qui pourraient mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Il faudrait à cet effet que le Secrétariat dispose de moyens renforcés pour recueillir et analyser les données et pour surveiller les conflits, que l'appareil qui est en place en dehors du Siège soit davantage utilisé et que les Etats Membres, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, assurent entre eux une meilleure diffusion de l'information;

c) Il conviendrait de créer dès que possible, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, un système d'enregistrement et de contrôle des transferts internationaux d'armes. Les principaux pays acquéreurs et fournisseurs, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, devraient participer dès le départ à un tel système;

d) Il conviendrait de veiller à ce que le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général puisse envoyer, à titre de pratique courante, des missions d'enquête dans les zones de conflit potentiel, conformément aux principes énoncés dans le projet de déclaration sur les activités d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

e) Les parties à un conflit devraient faire plus fréquemment appel à la Cour internationale de Justice pour régler leurs différends. Les Etats Membres devraient être engagés à accepter la juridiction obligatoire de la Cour. Il conviendrait de recourir davantage à la possibilité de demander l'avis consultatif de la Cour sur des questions juridiques afin de prévenir ou de désamorcer les conflits;

f) L'Organisation des Nations Unies devrait disposer de moyens renforcés pour répondre, conformément à des critères et procédures convenus, aux demandes d'assistance en matière électorale des Etats Membres afin de faciliter la transition pacifique vers la démocratie;

g) Le Secrétaire général devrait disposer de l'appui politique et des ressources nécessaires pour pouvoir s'employer efficacement, en coopération avec le Conseil de sécurité, à entreprendre des négociations, à offrir sa médiation ou ses bons offices et à recourir à toute autre forme de rétablissement de la paix et de diplomatie préventive;

h) Il conviendrait d'envisager le lancement rapide d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies en tant que moyen de dissuasion face à des conflits armés potentiels;

i) Il conviendrait de prendre des mesures pour assurer le financement adéquat des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en se fondant sur le principe de la responsabilité collective. Il faudrait adopter des dispositions pour la phase initiale de lancement de nouvelles opérations, par exemple, en créant un fonds spécial pour la prise en route des opérations de maintien de la paix. Il conviendrait donc d'encourager les efforts actuellement entrepris pour que le système actuel des opérations de maintien de la paix soit plus rationnel, plus efficace et financièrement plus viable;

j) Il faudrait renforcer la capacité du système des Nations Unies d'organiser des opérations combinées de rétablissement de la paix et d'assistance humanitaire. En outre, il faudrait être davantage prêt à envisager, selon chaque cas et compte dûment tenu de la Charte, de lancer, pour des raisons humanitaires, des actions visant à remédier à des violations flagrantes des droits de l'homme;

k) Le Conseil de sécurité devrait envisager avec détermination de recourir à des avertissements et à des sanctions contre des parties qui sont manifestement peu enclines à résoudre par des moyens pacifiques des conflits qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales. Afin d'être mieux disposé à agir à cet égard, le Conseil de sécurité devrait envisager d'entreprendre une étude sur l'efficacité des différents types de sanctions. Dans ce contexte, il conviendrait d'étudier les moyens de dédommager les pays tiers qui se trouvent face à des problèmes économiques spéciaux à la suite de telles sanctions;

l) Il conviendrait d'éclaircir les modalités concernant l'application en dernier ressort de mesures coercitives, y compris l'emploi de la force militaire. Il faudrait examiner de près la structure organisationnelle des opérations militaires, la chaîne de commandement et les mécanismes de coordination entre les Etats Membres, y compris le rôle du Comité d'état-major.
